



## 49<sup>E</sup> RÉUNION DE L'ASSOCIATION INTERPARLEMENTAIRE FRANCE-CANADA : L'APPROFONDISSEMENT DES TRAVAUX SUR LA DIVERSITÉ CULTURELLE DANS LE MONDE NUMÉRIQUE ET LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

### Compte rendu de l'accueil d'une délégation du Parlement du Canada

1<sup>er</sup> au 8 avril 2023

Une délégation de huit parlementaires canadiens s'est rendue à Paris et en Normandie du 1<sup>er</sup> au 8 avril 2023 dans le cadre de la 49<sup>e</sup> réunion annuelle de l'Association interparlementaire France-Canada (AIFC). Conduite par Mme Marie-France-Lalonde (Ontario, Libéral), présidente de la section canadienne de l'AIFC, la délégation était composée des sénateurs MM. René Cormier (Nouveau-Brunswick, indépendant) et Leo Housakos (Québec, conservateur) et des députés M. Chris d'Entremont - vice-président de la chambre des communes (Nouvelle-Ecosse, conservateur), Mme Lena Metledge-Diab (Nouvelle-Ecosse, libéral), M. Darrell Samson (Nouvelle-Ecosse, libéral), M. Denis Trudel (Québec, bloc québécois) et Mme Dominique Vien (Québec, conservateur).

La délégation a été accueillie à Paris par M. Christopher Weissberg, député et président de la section française de l'AIFC, M. Yan Chantrel, président du groupe d'amitié France-Canada du Sénat et M. Michel Herbillon, député et président du groupe d'amitié France-Canada de l'Assemblée nationale, pour une série d'entretiens institutionnels et de séquences de travail. A l'invitation de Mme Catherine Morin-Desailly, sénatrice de la Seine-Maritime et secrétaire du groupe d'amitié, la délégation s'est ensuite rendue en Normandie pour poursuivre ses travaux.

Cette semaine a permis d'approfondir les travaux engagés lors de la 48<sup>e</sup> réunion annuelle de l'AIFC - qui s'est tenue à Vancouver du 10 au 15 octobre 2022 - sur les thèmes de **la promotion de la diversité culturelle dans l'espace numérique** ainsi que de **la transition écologique et des énergies renouvelables**.

Alors que se tiendront en 2024 les célébrations du 80<sup>e</sup> anniversaire du débarquement et que le classement des plages du débarquement en Normandie au patrimoine mondial de l'Unesco est en cours, la délégation a également consacré une part importante de ses travaux et visites à **la politique mémorielle**.

### I.- Le défi de la promotion de la diversité culturelle dans l'espace numérique

Le 4 avril 2023, la délégation a participé au musée d'Orsay à une **table-ronde sur la diversité culturelle dans le monde numérique** réunissant des représentants de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, de Sony France et de Spotify France. Les échanges se sont concentrés sur la diffusion des contenus musicaux francophones à la radio et sur les plateformes numériques.

Les intervenants ont mis en avant le dynamisme des contenus musicaux francophones dans l'hexagone, et ce alors même qu'un « retard » est observé s'agissant du développement des plateformes d'écoute en continu. Avec 57 % du volume total de la consommation, la radio reste en effet le format le plus écouté devant les plateformes numériques. Les contenus francophones représentent près des deux tiers du marché selon Sony France, tandis que le représentant de Spotify France a rappelé qu'en 2022, 17 des albums les plus populaires en France étaient d'origine française.

De fait, la France est volontariste dans ce domaine, ce qui se matérialise notamment par **l'imposition aux opérateurs radiophoniques de quotas de diffusion de musique francophones**.



*Echanges au musée d'Orsay sur la promotion des contenus musicaux francophones*

Les parlementaires canadiens ont fait état d'une situation différente outre-Atlantique, où les titres populaires ne sont en règle générale pas francophones. S'il existe bien des règles assimilables à des « quotas » dans la province du Québec, celles-ci peuvent faire l'objet de contournements. L'autre différence réside dans la prépondérance des plateformes d'écoute en continu parmi les vecteurs d'écoute.

Sur ce sujet, une session de travail s'est également tenue le 6 avril 2023 en Normandie en présence de M. François-Xavier Priollaude, vice-président de la région Normandie, où la question de **la lutte contre la désinformation en ligne** a été plus particulièrement abordée.

## II.- Le défi commun du développement des énergies renouvelables

Face à l'accélération du réchauffement climatique, la France et le Canada font partie des États les plus actifs en matière de **développement des énergies renouvelables**. Les deux pays constituent en effet des terrains particulièrement propices à l'installation d'**infrastructures énergétiques « vertes »**. La France possède le deuxième gisement éolien d'Europe, tandis que l'importance des gisements de ressources naturelles au Canada pourrait théoriquement lui permettre d'être le premier pays à atteindre un taux de 100 % d'énergies renouvelables<sup>1</sup>. La délégation canadienne a indiqué que le secteur des technologies vertes rassemblait plus de 320 000 emplois au Canada, soit

<sup>1</sup> Intervention d'Éric Scotto, président et fondateur d'Akuo Energy au cours de la séquence de travail du 4 avril 2023.

1,8 % de l'emploi total et 14,3 milliards de dollars canadiens annuels en exportation.

Les défis demeurent cependant nombreux, avec le débat sur la production nucléaire en France ou la nécessité d'accompagner la reconversion des milliers de travailleurs du secteur pétrolier au Canada, particulièrement dans les provinces de l'Alberta ou du Saskatchewan. La délégation a approfondi cette thématique à travers plusieurs entretiens avec des représentants institutionnels, des entreprises du secteur ainsi que des scientifiques.

Le 4 avril 2023, la délégation a ainsi rencontré **M. Roland Lescure, ministre délégué chargé de l'Industrie**. Celui-ci a notamment insisté sur les actions engagées par la France pour **la décarbonation de l'industrie traditionnelle**, telles que le « **plan d'investissement pour la France : France 2030** » ou l'**initiative « Industrie Zéro Carbone »**, qui concerne plus spécifiquement les 50 sites industriels Français les plus émetteurs de gaz à effets de serres (près de 60 % des émissions totales). Dans une logique contractuelle, ce dispositif permet notamment de lier le soutien financier de l'État aux efforts investis pour la décarbonation. Les échanges ont permis de mettre en exergue l'existence de dispositifs similaires outre-Atlantique, à l'instar des investissements récemment consentis par le Gouvernement pour l'installation d'une usine de batteries pour voitures électriques en Ontario.

Le même jour, la délégation a échangé avec des représentants de la société *Akuo Energy*, qui dispose de plus de 80 centrales de production d'énergies renouvelables en exploitation et en construction à l'international, et de l'entreprise *NOIL*, qui procède à la conversion à l'électrique de véhicules usagés. Près de 500 conversions ont ainsi été effectuées sur la période récente. Dans le prolongement de ces échanges, la délégation a assisté en Normandie à **la présentation d'un modèle en projet de car « rétrofité » propulsé à l'hydrogène**. Toujours en phase de test, ce projet conduit par la Région Normandie permettrait de porter entre 20 et 25 ans l'espérance de vie des véhicules reconvertis.

Une dernière table-ronde s'est tenue le 6 avril 2023 en présence de **M. Hubert DeJean de la Bâtie, vice-président de la région Normandie**, et de **M. Stéphane Costa, président du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat normand**

(GIEC normand). Au cours de sa présentation, celui-ci a insisté sur les risques particuliers résultant du réchauffement climatique en Normandie. Ainsi, les 600 kilomètres de littoral de la région devraient connaître une surexposition à des phénomènes violents, tandis que le nombre de jours de fortes chaleurs devrait se porter entre 40 et 90 à horizon 2100. Au cours d'une **visite des falaises d'Étretat** le 8 avril 2023, la délégation a pu constater *de visu* les dégâts provoqués par l'érosion, qui est l'un des effets déjà visibles du dérèglement climatique dans la région.



La délégation au cours de la visite du chantier du village olympique

La délégation a également effectué plusieurs visites de terrain, qui lui ont permis d'observer certains des projets les plus ambitieux conduits en France en termes d'**adaptation au changement climatique**. La délégation s'est ainsi rendue :

- **sur le site du chantier du village Olympique à Saint-Ouen** : la société SOLIDEO, en charge des travaux, a fait valoir les efforts engagés pour la réversibilité et la durabilité des infrastructures. Ce sont ainsi 2 800 logements pour 14 000 athlètes qui devraient être transformés en 6 000 habitats pérennes à l'issue des jeux. Une attention particulière est également portée aux matériaux utilisés, avec une place importante accordée au bois et au béton bas carbone ;

- **sur la base d'exploitation et de maintenance du parc éolien en mer du Calvados**, 2<sup>e</sup> parc éolien en mer en construction en Normandie. Il devrait, à horizon 2025, comporter 64 éoliennes permettant d'alimenter 630 000 personnes en Normandie, soit 90 % de la population locale. Au cours de la visite, la délégation s'est notamment interrogée sur les actions à mener pour favoriser l'acceptabilité de ces projets pour les populations locales.

### III.- Une séquence en Normandie largement consacrée à la politique mémorielle

Entre les 4 et 8 avril 2023, la délégation s'est rendue sur **les lieux les plus emblématiques de l'amitié franco-canadienne, en Normandie**, en particulier ceux liés au débarquement des forces alliées en juin 1944.

À travers une série de déplacements consacrés au devoir de mémoire, la délégation a ainsi visité **le mémorial de Caen, le cimetière militaire canadien de Bénvy-sur-Mer, ainsi que le Centre Juno Beach, seul musée canadien sur les plages du débarquement**. Les parlementaires canadiens ont rendu hommage aux quelque **45 000 soldats canadiens tombés au cours de la Seconde Guerre mondiale, dont près de 5 500 pendant la bataille de Normandie et 381 le Jour J**.



La délégation au cimetière militaire canadien de Bénvy-sur-Mer

Ces déplacements ont permis d'aborder le sujet de **l'inscription des plages du Débarquement au patrimoine mondial de l'Unesco**. Si la candidature a été initiée il y a près de quinze ans, le dossier a été relancé en 2019. À l'approche des célébrations du 80<sup>e</sup> anniversaire du débarquement prévues en 2024, cette inscription aurait tout son sens.



Mme Catherine Morin-Desailly a présenté les dernières avancées sur le sujet et émis le vœu que des délégations parlementaires des pays alliés concernés puissent venir en France en juin 2024 pour les célébrations du 80<sup>e</sup> anniversaire.

Côté canadien, Mme Marie-France Lalonde a accueilli favorablement le processus d'inscription des plages du Débarquement au patrimoine mondial de l'Unesco souhaitant qu'il puisse suivre son cours.

Mme Catherine Morin-Desailly a présenté à la délégation canadienne l'initiative « Normandie pour la paix », qui se traduit notamment par l'organisation chaque année d'un forum mondial de la paix, auquel Mme Marie-France Lalonde a eu l'occasion de participer en 2020. La prochaine édition doit se tenir en septembre 2023 et réunir 10 000 personnes issues de près de 50 pays.

#### IV.- L'amitié franco-canadienne : des relations institutionnelles régulières et de confiance

La présence de la délégation à Paris a été rythmée par de multiples entretiens et visites institutionnels. La délégation a notamment pu échanger avec des parlementaires français lors de visites organisées à l'Assemblée nationale et au Sénat. Les parlementaires canadiens ont assisté aux questions au Gouvernement dans chacune des deux chambres, où ils ont été

salués en séance. Enfin, la délégation ainsi que les membres du bureau des deux groupes d'amitié ont été reçus par Son Exc. M. Stéphane Dion, ambassadeur du Canada en France. Ces différentes séquences ont permis d'approfondir la connaissance mutuelle des parlementaires sur les systèmes institutionnels français et canadiens et de conforter l'excellence de la relation bilatérale entre les deux pays.



La délégation avec les membres du groupe d'amitié France-Canada du Sénat

\*

La 50<sup>e</sup> réunion annuelle de l'AIFC devrait se tenir au Canada dans le courant de l'année 2024.

#### Composition de la délégation sénatoriale



**M. Yan CHANTREL**

Président du groupe d'amitié  
Sénateur représentant les Français établis hors de France  
(Socialiste, Écologiste et Républicain)



**Mme Catherine MORIN-DESAILLY**

Secrétaire du groupe d'amitié  
Sénateur de la Seine-Maritime  
(Union centriste)

Composition du groupe d'amitié : [https://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami\\_583.html](https://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_583.html)